

**Titre:** *L'éducation tiraillée par le discours traditionaliste et les valeurs de la démocratie libérale : l'exemple grec*

**Auteur:** Stathis Balias

**Assistant Professor** au Département des Sciences d'Éducation et de Pédagogie à l'Age Préscolaire, Université de Patras, Grèce

**Contact :** [balias@upatras.gr](mailto:balias@upatras.gr)

**Adresse:** Stathis Balias, Département des Sciences d'Éducation et de Pédagogie à l'Age Préscolaire, Université de Patras, Rion 26500 Grèce

## **Résumé**

Dans cet article nous examinons la coexistence fondamentale du discours traditionaliste et des valeurs de la démocratie libérale dans la société grecque ainsi que dans son système éducatif. Cette coexistence culturelle implique surtout l'hégémonie idéologique du discours nationaliste et particulariste qui, le cas échéant, met largement en cause les principes universels de la démocratie libérale. Cela non seulement crée des contradictions au niveau des finalités éducatives du pays, mais ouvre la voie aux discriminations dans une société qui devient de plus en plus multiculturelle. Il se pose ainsi la question de la révision des orientations idéologiques fondamentales du pays et aussi de l'Éducation nationale, d'autant plus que la société grecque doit faire face aujourd'hui aux nécessités de construction d'un espace démocratique national et aussi européen et donc s'ouvrir plus fermement aux valeurs universelles de la démocratie libérale.

**Mots clés :** démocratie libérale, traditionalisme, Eglise orthodoxe, éducation nationale, modernisation.

## **Introduction**

Un des rôles essentiels de l'éducation est de transmettre aux nouvelles générations une image de la communauté qui lui assure cohésion et continuité. Cette image contient les principaux éléments d'une culture, au sens sociologique du terme, partagée par la grande majorité des citoyens d'un pays et correspondant à leur identité nationale. Construite par la manipulation de la mémoire collective (Ricoeur 2000 : 103, passim), cette culture commune est relativement homogène pouvant virtuellement donner lieu à des conflits d'interprétation. Ces conflits entraînent une sélection culturelle qui fait l'objet d'une approbation sociale et constitue en quelque sorte la 'version autorisée', c'est-à-dire légitime de ce qui est transmis par l'école (Forquin 1996). En principe, cette culture commune est constituée d'éléments puisés dans les traditions de chaque pays. En même temps, cette culture commune établit une

certaine 'congruence' entre la nature des institutions politiques et le système éducatif affectant également le développement de la démocratie (Parry 1994 : 48). Cela pose la question cruciale de la promotion de la démocratie par le changement des orientations culturelles et idéologiques des sociétés qui ont opté pour un avenir démocratique.

En fait, dans l'après-guerre, les pays de l'Europe occidentale ont su 'manipuler' leurs traditions culturelles de façon à ce qu'elles donnent lieu à une adhésion incontestée aux valeurs de la démocratie libérale. Mais pour les pays du Sud et du Sud-est, cette adhésion n'a pas eu la même efficacité, et encore moins pour les pays pré-communistes de l'Est qui ont eu à faire face à leur retard démocratique (Bidegaray 1993), leur culture étant évaluée par certains analystes comme le facteur principal de ce retard (Waller 1994).

La Grèce, bien qu'occidentalisée de vieille date et membre de l'Union européenne depuis 1981, n'a pas su jusqu'à ce jour remédier efficacement à ses anachronismes politiques. Malgré ses efforts de modernisation, voire de démocratisation suivis surtout depuis la stabilisation démocratique en 1974, demeure un pays marqué par la persévérance du discours traditionaliste. Ce discours est révélateur du fait que la Grèce est un pays tiraillé par deux versants idéologiques opposés : d'un côté, les traditions et l'idéologie nationales, tournées vers le passé et les 'racines' de la Nation, anachroniques et particularistes, par définition antilibérales; de l'autre, les valeurs et les institutions de la démocratie libérale, qui, bien qu'elles disposassent d'une approbation quasi générale, n'ont pas pu pour autant conquérir une véritable hégémonie idéologique et pratique. Les unes promues et véhiculées par l'Eglise orthodoxe et ses alliés nationalistes, les autres par les forces politiques et sociales modernisatrices, toutes les deux étant présentes durant les trois dernières décennies, le plus souvent sans dégénérer en conflits ouverts, dans la vie publique et les institutions étatiques, Education comprise.

Dans ce qui suit nous tenterons de montrer que la Grèce représente un cas à la fois spécifique et typique des difficultés liées à des causes culturelles, auxquelles doivent faire face aujourd'hui les sociétés modernes dans leurs efforts de démocratisation menés par des mécanismes éducatifs. La société grecque se trouvant, surtout dans la phase actuelle, devant le dilemme de choisir entre ses traditions nationales et identitaires et une plus grande ouverture vers le monde et surtout vers l'Europe, elle se trouve aussi obligée de faire face aux enjeux relevant tant de ses orientations idéologiques fondamentales que du contenu et des fins officielles et explicites de son système éducatif.

### **La constitution politique de la Grèce et son dualisme culturel originaire**

La Grèce fait partie des pays récepteurs d'institutions étatiques, créées historiquement en Europe occidentale, ce qui provoqua chez eux, d'une part, un effet d'hybridation politique et culturelle, et, d'autre part, une scission interne suivie des conflits entre stratégies d'importation institutionnelle, voire d'occidentalisation, et des résistances locales à cette importation (Badie 1992). La constitution étatique de la Grèce, qui a eu lieu après son indépendance de l'empire ottoman en 1827, a été caractérisée par cette importation institutionnelle et par une opposition consécutive entre modernisateurs ayant vécu en Occident et autochtones défendant la culture et la société traditionnelles (Diamadouros 2002).

Cette opposition, insérée aussitôt dans les institutions et la vie publique du pays, a pris la forme d'une antithèse entre deux légitimités distinctes, à savoir d'une

part celle relevant des valeurs et des institutions libérales importées et, d'autre part, celle de l'idéologie nationale, laquelle intégra la tradition byzantine et orthodoxe et, subsidiairement, l'antiquité grecque. Depuis lors, ces deux légitimités ressource les antagonismes politiques et sont à l'origine de la coupure de la société grecque entre deux orientations idéologiques fondamentales qui durent jusqu'à nos jours sous des formes diverses. Selon Nikiforos Diamadourous, les oppositions actuelles en Grèce entre les tenants d'une politique ethnocentrique et les partisans d'une modernisation et d'une démocratisation de type occidental et libéral, peuvent être expliquées à partir du 'dualisme culturel' qui caractérise de par sa constitution même l'identité néo-hellénique (Diamadourous 2000).

Ces deux principales orientations idéologiques au sein de la société grecque, malgré leur conciliation apparente, n'ont pas pu s'assimiler véritablement en raison de l'incompatibilité foncière de leurs contenus idéologiques. Le nationalisme grec étant fondé en grande partie sur la tradition byzantine, s'est montré hostile à tout ce qui provenait de l'Occident (Demertzis 1994 : 67) surtout en raison du schisme entre Catholicisme et Orthodoxie, mais aussi en raison de la différence au niveau de la *Weltanschauung* entre ces deux cultures. Un des traits majeurs de cette différence est le rapport entre l'église et l'Etat : contrairement à ce qui s'est passé en Occident où, pour des raisons historiques (conflits entre pouvoir étatique et pouvoir religieux, Réforme), ce rapport aboutit à la séparation des deux institutions afin de préserver les libertés individuelles, en Grèce, pour des raisons historiques différentes, a prévalu la conception byzantine de la confusion des instances étatique et religieuse (Lipowatz 1994 : 126-129). Cette confusion s'est légitimé et s'est renforcé encore plus en raison du rôle crucial joué par l'Eglise durant l'occupation de la Grèce par les Ottomans en tant que force identitaire des orthodoxes grecs, et aussi dans la Guerre d'Indépendance. Ainsi, un des points forts de l'idéologie nationale fut la tradition byzantine orthodoxe, tandis que la Constitution du pays, en contradiction avec celle-ci, s'inspira des principes de la démocratie libérale. Aujourd'hui même la Grèce reste le seul pays de l'Union européenne qui n'a pas réalisé la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce qui représente un anachronisme virtuellement périlleux pour la démocratie en Grèce (Mouzelis 2003 : 24), puisque leur identification implique une logique discriminatoire et virtuellement attentatoire aux libertés individuelles (Alivizatos 2001 : 235 sq.).

Mais, s'il est vrai que l'Eglise représente la pierre angulaire de l'idéologie et de l'identité nationale grecques, il est vrai aussi que ces dernières ont pu coexister dès les débuts de l'Etat grec avec les institutions libérales et démocratiques importées, soit par opportunisme des groupes politiques impliqués soit grâce à la politique des Grandes Puissances de l'époque (Diamadourous 2002 : 260 sq.). Toutefois, quoiqu'en principe le nationalisme (l'ethno-nationalism) ne s'accommode que difficilement de la démocratie libérale (le 'civic nationalism'), puisqu'il privilégie la collectivité et ses intérêts par rapport aux droits et libertés de l'individu (Gellner 1994 : 28), cette coexistence s'explique aussi par le fait que le nationalisme peut incorporer un grand spectre de positions idéologiques et faire l'objet d'interprétations diverses (Woolf 1995). De telles interprétations ont été faites en Grèce par exemple dans les années '60 par Papanoutsos, le grand réformateur de l'Education grecque, qui a tenté de concilier la tradition orthodoxe avec la civilisation politique occidentale par une stratégie de sélection d'éléments communs dans les traditions respectives (Balias 2003). Plus récemment, l'historienne Hélène Ahrweiler, reprenant des interprétations anciennement formulées, a soutenu que la civilisation byzantine peut être vue comme partie organique de l'identité européenne (Ahrweiler 2000), ce qui confère une certaine justification et une légitimité à l'orientation européenne et démocratique de la

Grèce contemporaine. Il est évident que ces interprétations de la culture et de la tradition grecques visent à surpasser les tensions internes de la culture néo-hellénique et à concilier celle-ci tant avec la tradition nationale qu'avec les orientations politiques modernisatrices du pays.

Toutefois, la légitimité traditionnelle et identitaire l'emporta historiquement sur la légitimité modernisatrice et libérale, ce qui a eu des conséquences fâcheuses dans l'histoire politique du pays et continue même aujourd'hui d'avoir des répercussions graves sur le fonctionnement de ses institutions politiques libérales. Cette prépondérance de la légitimité identitaire et traditionaliste ainsi que sa préséance sur les valeurs de la démocratie libérale contribua au renforcement des attitudes identitaires même dans la période récente (Panagiotopoulou 1997 : 358-360), et à la dévalorisation des institutions libérales, ce qui explique dans une large mesure la dépréciation sociale de la loi et, par voie de conséquence, de l'Etat de droit dans la Grèce actuelle. En ce jour même, beaucoup d'intellectuels, comme le libéral Dimitrakos, constatent que, tout en restant libérale et ouverte, "la culture politique grecque dévalorise les institutions politiques, les droits et la loi", tandis que "ses insuffisances en tant que société ouverte s'expriment par des manifestations de fanatisme idéologique, de xénophobie, de phobie pour la mondialisation et généralement par une régression vers des formes pré-modernes ou pré-démocratiques de pensée et d'action" (Dimitrakos 2005). Il va de soi que ce dualisme culturel et identitaire de la Grèce contemporaine s'est traduit largement dans le curriculum scolaire et détermina le contenu de l'éducation nationale. Dans la période récente où la Grèce adhéra à l'Union européenne et opta fondamentalement pour une orientation démocratique et libérale, ce dualisme culturel apparaît comme une des contradictions majeures de son système tant socio-politique qu'éducatif.

### **La construction de l'identité nationale et le système éducatif**

Le processus de construction de l'Etat-nation grec fut fortement lié, comme tous les Etats-nations construits sur le modèle issu de la Révolution française, au développement d'un système éducatif centralisé et destiné à réaliser l'unité nationale du pays par son homogénéisation culturelle et linguistique et à légitimer le pouvoir politique par une idéologie adéquate (Green 1990). Dans une société agricole et traditionnelle, comme fut la Grèce du 19<sup>e</sup> siècle, le développement d'un système éducatif s'avéra plus que nécessaire pour la construction de l'Etat national. Dès les débuts du nouvel Etat grec, un des soucis principaux des élites du pays a été la construction de l' 'Education Commune de la Nation' afin d'unifier une société alors fort disparate au niveau tant de la conscience et de l'idéologie nationale qu'à celui d'une langue commune. Or les matériaux utilisés pour cette construction ne pouvaient provenir que du passé 'glorieux' de l'antiquité grecque, d'une part, et, d'autre part, des traditions plus ou moins vivantes dans la mémoire collective, conservées largement et contrôlées par l'Eglise orthodoxe qui, malgré les tentatives menées par les modernisateurs de rétrécir son autorité, représentait alors la principale force sociale et culturelle du pays, constitutive de son identité et donc quasi identique à la nation grecque (Skopetea 1988 : 124 sq.). Selon Kymlicka, même aujourd'hui le non orthodoxe n'est pas considéré comme vrai membre de la nation grecque et n'a pas le statut de citoyen à part entière (Kymlicka, 2002 : 264).

L'énorme poids de l'Eglise dans la société grecque du 19<sup>e</sup> siècle est à l'origine de la valorisation de la tradition byzantine et, selon certains chercheurs comme D.

Hatzis, de la domination de la tradition littéraire théocratique de Byzance et du rejet du rationalisme occidental (Hatzis 2006). Le retour en force de la tradition byzantine dans la société grecque explique aussi l'adoption du modèle de gouvernement byzantin impliquant l'imbrication étroite de l'Eglise et de l'Etat, ce qui constitue depuis lors un élément structurel de l'Etat grec. Cette imbrication a fait de l'Eglise un attribut de l'Etat, affaiblissant ainsi son rôle spirituel et renforçant par-là même son caractère séculaire, ce qui transforma son discours théologique en une simple idéologie politique (Manitakis 2000 : 74 sq.). Ceci contribua largement, malgré la tolérance professée par l'Eglise orthodoxe, à l'engendrement de pratiques sociales autoritaires et d'attitudes anti-libérales et particularistes qui perdurent jusqu'à nos jours (Mouzelis, Pagoulatos 2003). Mais le plus important c'est que cette jonction se traduira aussi par l'immixtion de l'Eglise dans l'éducation nationale, en ayant non seulement droit de regard sur le contenu même de l'enseignement (Kiprianos 2004 : 115-116), mais aussi en faisant de l'enseignement religieux orthodoxe une matière quasi obligatoire dans les écoles grecques (à l'exception de la petite minorité musulmane). Tout naturellement, cette question provoqua des conflits au sein de la communauté des enseignants surtout durant la période de l'entre deux guerres, les uns considérant l'enseignement religieux comme nécessaire pour la conservation de la conscience et de l'identité nationales, les autres défendant la liberté de pensée et de conscience (Fragoudaki 1977 : 78-85).

Durant la période de l'après guerre, l'immixtion de l'Eglise dans l'éducation nationale prendra un caractère quasi officiel et légal impliquant surtout le catéchisme des enfants scolarisés. Ce catéchisme essentiellement étatique fut pratiqué même après la restauration de la démocratie libérale en 1974 comme étant justifié par la Constitution selon une interprétation courante de celle-ci, tandis que la même Constitution garantissait en même temps les libertés individuelles, comme la liberté de conscience (Sotirelis 1993 : 261). Cette interprétation de la Constitution, apparemment contradictoire dans les termes, a été fondée sur le fait de la reconnaissance de l'orthodoxie par la Constitution comme 'religion dominante' du pays, ce qui pour les nationalistes rend légitime non seulement le catéchisme étatique officiel mais aussi l'exclusion des tous les autres dogmes ainsi que de leurs enseignants de l'école nationale, le catéchisme des enfants étant assumé exclusivement par des enseignants de religion orthodoxe formés dans les Universités grecques. Bien que le catéchisme scolaire ainsi que les discriminations religieuses qui en résultent dans l'école grecque contredisent la Constitution et que des mesures législatives aient été prises afin de préserver la liberté religieuse des enfants hétérodoxes, cette liberté est régulièrement atteinte *de facto* par les pratiques des autorités scolaires (Sotirelis 1993 : 142).

En ce qui concerne l'autre grande source des matériaux utilisés pour la construction de l'identité nationale, à savoir l'antiquité grecque, la question principale fut celle de la conciliation de cette dernière avec la tradition byzantine. La solution a été donnée par une interprétation de l'histoire antique faisant suite avec l'histoire byzantine, de façon à ce que le récit de l'histoire nationale globale soit suffisamment cohérent et sans discontinuités majeures. Le chaînon principal de ce récit continu fut la langue grecque, la même langue utilisée par l'Eglise depuis ses origines et donc conservée, selon la version officielle dominante, grâce à celle-ci, ce qui lui conféra une légitimation supplémentaire faisant d'elle le héraut indéniable de la renaissance des Hellènes et de la constitution de l'Etat-nation grec. Mais le plus important pour notre propos ici est le fait que cette histoire nationale, une fois construite dans ses contours principaux, fut considérée comme intouchable et à jamais invariable et

inchangée, voire sacrée, à l'image de l'éternelle nation grecque' elle-même (Avdela 2000).

Cette sacralisation alla de pair avec une éducation formaliste et peu critique envers le récit et les mythes de l'histoire nationale, donc peu libérale et démocratique. Or, cette histoire sacralisée et peu susceptible de révision critique a été enseignée dans l'école grecque depuis les débuts à nos jours sans changements significatifs. Ceci explique d'ailleurs pourquoi toutes les tentatives faites pour réformer l'Education nationale et étayer ses aspects libéraux et démocratiques ont échoué jusqu'à 1974 (Bouzakis 1986 : 31) et pourquoi durant même la période récente, 'la plus démocratique' que la Grèce a connu, l'histoire nationale reste un tabou pour la grande majorité du peuple, des élites du pays et de l'Etat lui-même.

### **L'identité nationale et l'enseignement de l'histoire**

Selon une acception commune, l'enseignement de l'histoire dans les Etats-nations modernes a un rôle crucial dans la conservation de la mémoire collective et une place privilégiée dans le processus de construction de l'identité nationale et est donc destiné à développer chez les enfants un sens de cette identité afin de préserver l'unité de la communauté nationale. Toutefois, l'enseignement de l'histoire ne se fait pas de la même façon et il n'a pas le même contenu dans tous les pays. La Grèce appartient aux pays qui disposent d'un système éducatif extrêmement centralisé où tout est décidé, dirigé et contrôlé d'en haut, les enseignants étant obligés de suivre strictement le curriculum. L'enseignement de l'histoire est depuis le 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours sous le contrôle étroit de l'Etat, tous les enseignants étant obligés à suivre strictement le curriculum et les directives du Ministère de l'Education (Avdela 1997 : 39-41).

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, les manuels d'histoire reproduisent, en dépit quelques remaniements insignifiants quant à leur contenu, les mythes et préjugés nationaux et les schémas traditionnels de l'histoire nationale, transmettant essentiellement une connaissance de type pré-moderne peu suffisante pour le développement de l'esprit critique caractéristique de la démocratie libérale. En d'autres termes, les mythes nationaux enseignés dans l'école grecque contiennent depuis les débuts de l'Etat grec tous les ingrédients de la communauté imaginaire décrite classiquement par B. Anderson (Anderson 1983): la construction du 'nous' national à partir des idées relatives à la 'gloire de la nation' à travers l'histoire, -une histoire exceptionnelle et unique-, et des préjugés ou des représentations irrationnelles portant sur 'la nature spécifique du Grec' justifiant la supériorité du peuple grec sur les autres peuples (Koulouri 1988 : 40-43, 75 sq.)

Cette construction d'un 'nous' national supérieur et unique est combinée avec l'idée de la pureté de la communauté, fondée souvent sur des idées raciales ('le genre grec', 'l'histoire éternelle de la race' [grecque]), et donc avec le rejet et l'exclusion de ceux qui n'en font pas partie, c'est-à-dire des *étrangers*. Cette image, devenue classique dans tous les nationalismes (Smith 2001), dans le cas grec prend l'allure d'un particularisme national interchangeable et imbibé d'un communautarisme religieux s'exprimant par le rejet non seulement des étrangers, mais aussi des Grecs hétérodoxes (Dragona 1997 : 95). Ce qui paraît paradoxale sur ce point c'est que ces phénomènes xénophobes et raciaux se combinent très souvent avec l'adoption des idées et des valeurs universelles, comme les droits de l'homme, l'égalité ou la tolérance, figurant dans les manuels scolaires (Dragona 1997 : 102-103) et exprimées

même dans le discours des plus farouches nationalistes provenant du milieu de l'Eglise. Toutefois, cette contradiction, qui traduit en effet le dualisme culturel de la société néo-hellénique, ne signifie nullement que les deux axes idéologiques en question sont en position égale, loin s'en faut. En réalité, dans la hiérarchie des valeurs, tout ce qui relève de l'universel et du libéral cède le pas devant tout ce qui appartient à l'identité nationale qui, pour les nationalistes de tout bord (y compris certains courants de gauche), constitue une sorte de frontière idéologique indépassable et une instance de contrôle culturel, au sens parsonien, de tout changement orienté vers la modernité démocratique. Ce qui provoqua des conflits entre traditionalistes et modernisateurs.

Ces conflits deviennent souvent particulièrement intenses, surtout pendant les dernières décennies, durant lesquelles les forces modernisatrices ont entrepris des changements dans le système scolaire. A cet égard, il est significatif de noter que des tentatives faites pour changer les manuels d'histoire dans une direction plus libérale et plus universelle ont pratiquement échoué en raison de la polémique et de la réaction des conservateurs de tout bord, auxquels se sont joints souvent des socialistes. Un exemple typique en fut l'introduction dans le Secondaire du manuel 'Histoire de l'espèce humaine' (1984), retiré aussitôt, mais après avoir été qualifié par les nationalistes, surtout ceux s'activant autour de l'Eglise, d' 'organe de renversement des fondements de la civilisation grecque', 'de moyen de promotion de l'athéisme', etc. (Mavroskoufis 1997 : 102-103).

Sur ce sujet, il semble qu'un consensus est souvent établi entre les deux grandes forces politiques du pays, faisant parfois même des socialistes les plus ardents alliés des conservateurs. Ainsi, lorsque le Ministre socialiste de l'Education Nationale est entré en fonction (1981), il adressa aux enseignants une circulaire leur indiquant qu'ils devraient être attentifs à la 'moralité nationale, à l'éducation démocratique et au respect dû aux traditions sacrées grecques et chrétiennes', tandis que plus récemment (2002) le Ministre socialiste de l'Education se rangea aux côtés des forces les plus conservatrices à propos du manuel scolaire 'Histoire du monde ancien et contemporain', considéré comme injurieux surtout envers l'Eglise et son rôle dans l'histoire nationale (Kokkinos 2003 : 132, 134). En fait, ce qui est le véritable enjeu de ces attitudes c'est le récit historique officiel, c'est-à-dire la version autorisée et donc légitime de l'histoire nationale à laquelle souscrit presque l'ensemble des forces politiques du pays.

Ces attitudes, étant foncièrement incompatibles avec les principes et l'esprit de la démocratie libérale, traduisent le fait que l'idéologie nationaliste, ayant imbibé le corps social, peut à tout moment vivifier les passions politiques et diviser le pays. Pour cette raison, la tendance générale aujourd'hui est à un *modus vivendi* entre modernisateurs et nationalistes, ce qui peut conduire parfois à des compromis, comme ce fut le cas avec le manuel en question, sans que cela puisse résoudre la contradiction idéologique fondamentale du pays. Car ces compromis, étant plutôt opportunistes, ne peuvent pas dissimuler l'impact réel de la tradition dans la stagnation démocratique du pays, laquelle est particulièrement visible dans la conception de la citoyenneté telle qu'elle apparaît dans la législation et les circulaires ministérielles et telle qu'elle est enseignée dans l'école.

## **Education civique et idéologie nationale**

L'éducation civique constitue un objet d'enseignement assez controversé. Depuis le 19<sup>e</sup> siècle l'enseignement du civisme se donnait deux objectifs principaux, le premier visant la formation de l'enfant en tant que futur membre du corps politique, donc en tant que citoyen libre et capable de se former un jugement autonome selon les principes universels de la démocratie libérale, le deuxième impliquant la «fabrication» de membres d'une communauté culturelle nationale particulière. Historiquement, ces deux aspects se combinent, surtout dans le civisme issu de la tradition républicaine française (Dubet 2002 : 20-21), tandis que dans les traditions politiques extra-occidentales la citoyenneté démocratique et libérale est plutôt faible. Il est indubitable que la Grèce appartient à cette dernière catégorie, la conception du civisme qui a prévalu s'étant presque exclusivement liée à la communauté culturelle nationale et l'idée de citoyenneté à ce que l'on appelle 'communauté de naissance' ou 'communauté de sang' (Christopoulos 2004).

Depuis les origines de l'Etat grec, l'éducation civique a été conçue comme identique à la culture nationale et à l'intériorisation des vérités et des valeurs de cette dernière plutôt qu'à l'acquisition d'une culture politique démocratique et libérale. C'est pour cette raison que l'enseignement civique fut presque exclusivement associé à l'enseignement de l'histoire nationale (Koulouri 1988 : 81-83), mais aussi à d'autres matières comme la géographie et la littérature, réalisant les mêmes fins éducatives, c'est-à-dire le catéchisme national. Toutefois, tant le contenu du civisme que l'éducation civique ont subi certains changements depuis le 19<sup>e</sup> siècle, s'orientant, surtout dans la période plus récente, vers un civisme centré à la fois sur les sujets identitaires et les valeurs libérales et universelles.

Durant le 19<sup>e</sup> siècle et jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, l'enseignement dans l'école grecque, surtout dans le primaire, fut principalement moralisateur faisant de la promotion de la morale religieuse sa fin principale, associée toutefois à l'apprentissage de la loi et à la formation du 'bon citoyen' ou au transfert aux enfants des connaissances concernant le fonctionnement de l'Etat et des institutions représentatives (textes officiels collectés par Bouzakis 1994). A partir de 1904, on observe une certaine tendance à inclure dans le curriculum des thématiques relatives aux droits et aux devoirs des citoyens, à savoir vers une idée de citoyenneté apparemment moins dépendante de l'idéologie nationale et de la religion et donc plus libérale. Ainsi, parmi les fins de l'éducation primaire figure 'la préparation des enfants...et leur instruction requise afin de devenir des citoyens honnêtes' (Loi 4397/1929), sans que tout ceci signifie une autonomisation de l'enseignement politique-libéral vis-à-vis de l'enseignement religieux-national et encore moins une opposition quelconque entre eux.

Dans la période de l'après guerre l'éducation citoyenne ne se différencie pas essentiellement, bien qu'elle comporte des références au développement de 'la conscience démocratique et nationale' (circulaire de 21/9/1949), tandis que la Constitution de 1952 (art. 16) fait plutôt un retour en arrière puisqu'elle comprend parmi les fins de l'éducation 'le développement de la conscience nationale dans le cadre défini par la civilisation greco-orthodoxe'. Dans la même perspective on assiste à la valorisation d'un engagement aux idéaux nationaux, à la morale religieuse, aux intérêts collectifs nationaux et à la 'supériorité de la patrie grecque et de la civilisation grecque' (décret royal 30/1/1957), cet esprit étant caractéristique de tous les textes officiels relatifs à l'éducation politique de cette période allant jusqu'à la chute de la dictature en 1974, à l'exception de la courte période de 1964 (année de la Réforme en Éducation) à 1967 (putsch militaire instaurant la dictature) marquée par un discours pédagogique plus démocratique.



Entre 1974 et 1982, malgré la restauration de la démocratie, le modèle qui a prévalu resta fondamentalement invariable, basé sur le prosélytisme à l'idéologie nationale et à l'initiation aux 'idéaux de la civilisation greco-orthodoxe'. Après cette date une nouvelle approche de l'éducation politique fut adoptée impliquant l'enseignement des droits de l'homme, des valeurs démocratiques, de la citoyenneté moderne, de l'Etat providence et le développement de l'esprit critique (Karakatsani, 2004 : 128-132), tout ceci se combinant toutefois avec l'enseignement traditionnel de l'idéologie nationale. L'apogée de cette évolution vers le renforcement des valeurs libérales est le curriculum de l'année 1985 (Loi 1566/1985), destiné au primaire et au secondaire, spécifiant que l'éducation doit 'faire des enfants des citoyens libres et responsables', 'renforcer leur croyance en la patrie et aux éléments les plus authentiques de la tradition Orthodoxe Chrétienne' et aussi 'développer l'esprit d'amitié et de coopération avec tous les peuples de la terre..'. Il faut noter aussi que cette nouvelle orientation de l'enseignement civique est également reproduite dans les Constitutions de 1986 et de 2001 (art. 16) dans des termes quasiment identiques.

Toutefois, bien que les valeurs libérales semblent l'emporter progressivement sur le discours traditionnel, celui-ci revient en force, même dans l'école, et s'impose chaque fois que les valeurs traditionnelles sont mises en cause ou sont censées être en danger, générant ainsi des conflits et des attitudes xénophobes et antilibérales. Cette persévérance du discours traditionnel est due non seulement au fait qu'il traverse d'une façon ou d'une autre le curriculum, surtout sur des thèmes controversés comme l'idée de la nation (Makrinioti, Solomon 1999 : 306-307), mais aussi au fait que les réseaux de l'éducation informelle restent particulièrement puissants dans la société grecque, anéantissant largement les effets de l'éducation civique démocratique et libérale\*.

La contradiction résultant de cette coexistence du discours traditionaliste et des valeurs libérales et universelles tant dans la sphère publique que dans l'école grecque est de plus en plus visible ces dernières années en raison des initiatives qui sont prises par les institutions européennes afin de former une citoyenneté européenne impliquant surtout la construction d'un espace démocratique et libéral commun. Il va de soi que la construction de cet espace présuppose le renforcement des valeurs universelles en même temps qu'une certaine atténuation des particularismes nationaux, ceci étant aujourd'hui un des grands enjeux pour la société grecque et, par voie de conséquence, pour l'éducation nationale grecque.

## Conclusion

Depuis sa constitution au 19<sup>e</sup> siècle la société grecque vit une contradiction culturelle profonde entre un pôle 'interne', traditionaliste et identitaire, et un pôle 'externe', moderne et libéral, résultant des influences occidentales. Cette contradiction traverse en fait le système social dans son ensemble et se cristallise dans le curriculum et les orientations idéologiques de l'Education Nationale. Après la restauration de la démocratie en 1974 et son adhésion à l'Union européenne en 1981, la Grèce est dans

---

\* A cet égard il est significatif de noter les conclusions (Décembre 2005) de l' Observatoire Européen pour la Xénophobie et le Racisme, les Grecs ont les attitudes les plus xénophobes (87,45% sont contre l'immigration, 84,7% considèrent les étrangers comme une menace pour la nation grecque) et des dispositions les plus négatives envers la société multiculturelle (59 %) et les dogmes religieux non orthodoxes (77%), (les conclusions ont été extraites d'une recherche faite parmi 19 pays de l' U.E. Source : Eurobaromètre 2003).

la voie de sa modernisation politique, sociale et économique mais sans y parvenir à un degré satisfaisant. En réalité, les progrès réalisés dans ces domaines n'ont pas été ni profonds ni suffisants, tout changement substantiel souffrant d'une crise de légitimation culturelle rendant la modernisation presque impossible, ce que certains intellectuels avaient déjà prévu depuis la fin des années 1980 (Vergopoulos 1985: 823, 857).

De l'autre côté, l'effort d'adaptation aux données européennes a produit certains changements significatifs quant aux orientations idéologiques et axiologiques de la société grecque, sans que cela se traduise en une hégémonie du pôle modernisateur et libéral, les forces traditionalistes et l'idéologie nationale demeurant dominantes et exerçant une sorte de contrôle culturel sur toute entreprise de changement radical orientée aux valeurs libérales et universelles. En fait, la Grèce se trouve aujourd'hui dans une situation politiquement perplexe et idéologiquement confuse, étant donné que les efforts de modernisation sont en contradiction avec les structures culturelles du pays et, surtout, avec le poids énorme que représente dans la société grecque actuelle (Ross 2000: 196) une Eglise orthodoxe fort conservatrice sinon réactionnaire. Compte tenu du fait qu'elle devient de plus en plus une société multiculturelle et qu'elle est de plus en plus exposée aux aléas de la construction de la société démocratique européenne, dans laquelle elle sera appelée de plus en plus à partager une culture politique commune et supranationale (Habermas 1992 : 7), la Grèce sera obligée à réviser tôt ou tard ses orientations idéologiques fondamentales et, par conséquent, à faire un choix clair et sans ambiguïtés pour la société démocratique et libérale dans tous les niveaux de la vie sociale et, principalement, dans son système éducatif.

Si l'identité de la Grèce moderne est inextricablement liée à l'orthodoxie à tel point que Grèce et orthodoxie soient des termes identiques, cela crée des discriminations de fait au détriment de la minorité catholique et surtout musulmane et aussi potentielles contre les immigrés (plus de 10% de la population à l'heure actuelle) dont le nombre s'accroît considérablement et s'accroîtra encore plus dans les décennies prochaines (LEFA)

ένα "λόγο για την Ευρώπη", ο οποίος αποσκοπεί στον εξευρωπαϊσμό των ευρωπαϊκών κρατών και το μετασχηματισμό των συλλογικών ταυτοτήτων και συνειδήσεων των εθνικών κοινωνιών. η αποτελεσματικότητα του εγχειρήματος της Ευρωπαϊκής Ενοποίησης εξαρτάται πλέον από την πειστικότητα του ιδεολογικού περιεχομένου της "Ευρωπαϊκής Ιδέας", το οποίο είναι άρρηκτα συνδεδεμένο με το πολιτικό και πολιτισμικό περιεχόμενο και το παρελθόν της εθνικής συλλογικής ταυτότητας των κρατών μελών της Κοινότητας

## BIBLIOGRAPHIE

- Ahrweiler H. (2000) 'Byzance: l'empire chrétien' in Ahrweiler H. & Aymard M. (éd.) *Les Européens*, Paris : Hermann
- Alivizatos N. (2001) *La modernisation incertaine*, Athènes : Polis (en grec)
- Anderson B. (1983) *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres : Verso.
- Avdela E. (1997) 'La constitution de l'identité nationale dans l'école grecque: 'nous' et les 'autres'' in Fragoudaki A. – Dragona Th. 'Qu'est-ce que notre patrie ?' – *Ethnocentrisme dans l'Education*, Athènes : Alexandria, 27-45 (en grec)

- Avdela E. (2000) 'The Teaching of History in Greece', *Journal of Modern Greek Studies*, 18 (2) 239-249.
- Badie B. (1992) *L'Etat importé*, Paris : Fayard
- Balias S. (2003) 'Education et démocratie dans l'œuvre de Papanoutsos', in *Procès-verbal du 20<sup>e</sup> Congrès International du Laboratoire des Archives de l'Education grecque et internationale*, Université de Patras, Grèce (en grec).
- Bidegaray C. (1993) 'La démocratie en Europe de l'Est', *Pouvoirs*, 65, 129-144.
- Bouzakis S. (1986) *L'éducation néo-hellénique, 1821-1985*, Athènes : Gutenberg (en grec).
- Bouzakis S. (1994) *Réformes Éducatives en Grèce*, vol. A', Athènes : Gutenberg (en grec)
- Christopoulos D. (2004) 'La citoyenneté grecque à l'ère de l'immigration-«rapatriement»', in Tsapogas M., Christopoulos D. (éd.) *Les droits en Grèce, 1953-2003*, Athènes : Kastaniotis, 99-109 (en grec)
- Demertzis N. (1994) 'La tradition sélective de la culture politique grecque', in Demertzis N. (éd.) *La culture politique grecque aujourd'hui*, Athènes : Odysseas, 41-74, (en grec).
- Diamadourous N. (2000) *Dualisme culturel et changement politique en Grèce post-dictatoriale*, Athènes : Alexandria (en grec).
- Diamadourous N. (2002) *Les débuts de la constitution d'un Etat moderne en Grèce*, Athènes : MIET (en grec)
- Dimitrakos D. (2005) 'La Grèce est-elle une société ouverte?', *TO VIMA* 16/1/2005 (journal athénien).
- Dragona Th. (1997) 'Quand l'identité nationale est menacée: stratégies psychologiques de traitement' in Fragoudaki A. – Dragona Th. 'Qu'est-ce que notre Patrie ?' – *Ethnocentrisme dans l'Education*, Athènes : Alexandria, 72-105 (en grec)
- Dubet F. (2002) 'L'école républicaine peut-elle être démocratique ?', in Roche G. (coord.) *L'éducation civique aujourd'hui: dictionnaire encyclopédique*, Paris : ESF éditeur, 19-28.
- Fragoudaki A. (1977) *Reforme scolaire et intellectuels libéraux*, Athènes : Kedros (en grec).
- Gellner E. (1994) *Encounters with Nationalism*, Oxford : Blackwell.
- Green A. (1990) *Education and State Formation*, Londres : MacMillan.
- Habermas J. (1992) 'Citizenship and national Identity : some reflections on the Future of Europe', in *Praxis International* 12 (1), 1-19.
- Hatzis D. (2006) *Le visage de l'hellénisme nouveau*, Athènes : To Rodakio (en grec).
- Kiprianos P. (2004) *Histoire comparée de l'Education grecque*, Athènes : Vivliorama (en grec).
- Kokkinos G. (2003) *Le cours de l'histoire dans la constellation de la supranationalité et de la mondialisation*, Athènes : Metaihmio (en grec)
- Koulouri Ch. (1988) *Histoire et géographie dans les écoles grecques (1834-1914)*, Athènes : Secrétariat Général de la Nouvelle Génération (en grec).
- Kymlicka W. (2002) *Contemporary Political Philosophy. An Introduction*, Oxford : Oxford University Press.
- Lipowatz Th. (1994) 'L'identité grecque divisée et le problème du nationalisme', in Demertzis N. (éd.) *La culture politique grecque aujourd'hui*, Athènes : Odysseas, 115-132, (en grec).
- Makrinioti D. & Solomon J. (1999) 'The Discourse of Citizenship Education in Greece: national Identity and Social Diversity', in Torney-Purta J., Schwille J. and

- Amadeo J.-A. *Civic Education Across Countries: Twenty-four National Cases Studies from the IEA Civic Education Project*, Amsterdam : IEA, 285-311.
- Manitakis A. (2000) *Les rapports entre l'Eglise et l'Etat-nation*, Athènes : Nefeli (en grec).
- Mavroskoufis D. (1997) *L'histoire scolaire dans l'Enseignement secondaire*, Thessaloniki : Kiriakidis (en grec)
- Mouzelis N. (2003) *Le conflit religieux*, Athènes : Themelio (en grec).
- Mouzelis N., Pagoulatos G. (2003) 'Société civile et citoyenneté en Grèce d'après-guerre', *Revue hellénique de science politique*, 22, 5-29 (en grec).
- Panagiotopoulou R. (1997) 'Greeks in Europe: Antinomies in National Identity' *Journal of Modern Greek Studies* 15 (2), 349-370.
- Parry G. (1994) 'Making Democrats: Education and Democracy', in G. Parry & M. Moran (eds) *Democracy and Democratization*, London & N. York : Routledge, 47-68.
- Ricoeur P. (2000) *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris : Editions Du Seuil.
- Ross A. (2000) 'Education for Citizenship and Identity within the Context of Europe' in Lewton D. et al (ed.) *Education for Citizenship*, London and N. York : Continuum.
- Skopetea E. (1988) *Le royaume exemplaire et la Grande Idée*, Athènes : Politypo (en grec).
- Smith A. (2001) *Nationalism. Theory, Ideology, History*, Cambridge : Polity Press.
- Sotirelis G. (1993) *Religion et éducation*, Athènes-Komotini : Sakkoulas (en grec).
- Vergopoulos K. (1985) 'Crise économique et modernisation', *Les Temps Modernes*, 473, 815-857.
- Waller M. (1994) 'Voice, choice and loyalty : democratization in Eastern Europe', in Parry G. & Moran M. *Democracy and Democratization*, London & N. York : Routledge, 129-151.
- Woolf S. (1995) *Le nationalisme en Europe*, Athènes : Themelio (en grec)